**Historique de la Guerre Civile en Côte d’Ivoire**

**ina.fr**

**6.11.2004**

**Transcription**

Depuis donc vous le disiez le milieu de la semaine les attaques gouvernementales ont replongé la Côte d’Ivoire dans le conflit. Les accords de paix si fragiles signés au début de l’année 2003 n’auront sans doute pas réussi à sortir le pays de la crise. Les risques de la guerre civile sont toujours là. Face à face les forces de Laurent Gbagbo et les forces nouvelles séparées par une ligne de cesser-le-feu, une zone tampon surveillée par les troupes françaises et les casques bleus. Richard Binet.

Dans la nuit du 19 septembre 2002 des rebelles de l’armée ivoirienne tentent de s’emparer des points strategiques de la capitale, ici, autour de la gendarmerie d’Abidjan. On croit alors à une simple mutinerie de soldats réclamant leur solde. En fait, il s’agit d’un signal, celui d'une insurrection armée dans toute la Côte d’Ivoire.

<ça va, ça va.>

La France dépêche sur place des renforts militaires pour protéger les ressortissants étrangers dans le pays. Pour 3 000 familles françaises c’est un retour obligé dans la métropole, la mort de l’âme, mais la peur est la plus forte.

<Tu le vois aussi.>

<Non, ça c’est devant la maison.>

<C’est juste devant la maison. Devant la maison on voit les balles comme ça, regardez. Juste devant la maison, là.>

<Oui.>

A quatre cents kilomètres d’Abidjan, les rebelles s’emparent de Bouake, la capitale du nord, (inaudible). Les forces loyalistes du président Gbagbo tentent de repousser l’offensive , en vain, la Côte d’Ivoire est désormais coupée en deux.

A Abidjan, la tension monte contre la France soupçonnée de soutenir les mutins. Les manifestations sont de plus en plus violentes. “ A chacun son français”, clame cet Ivoirien.

<Nous sommes des … chasseurs.>

En janvier 2003, les accords de Marcoussis signé sous l’égide de la France doivent consacrer la paix entre les deux camps. Retrouvailles de façade, les insurgés refusent de déposer les armes, le président Gbagbo s’impatiente.

Hier après-midi, les résidences de deux opposants étaient incendiées et les patriotes, ces groupes incontrôlés fidèles au président Gbagbo pourrait à terme retourner à nouveau leur colère contre les 10 000 Français, résidant en Côte d’Ivoire.